

Italie : la grève nationale du 6 septembre et son contexte

La situation sociale italienne est marquée, comme dans tous les pays européens, par des attaques frontales fortes de la classe possédante envers les travailleurs/ses. Les syndicats membres de la C.E.S. (CGIL, CISL, UIL) sont entrés dans un système d'accords nationaux avec le patronat, qui marquent à chaque fois une régression sociale.

C'est ainsi que le 28 juin, ces trois confédérations ont signé un accord très dangereux. Celui-ci légitime le coup de force qu'avait réalisé la direction de Fiat en imposant aux salarié-e-s de son usine historique de Turin, à travers un référendum, de graves détériorations de leurs conditions de travail suite à un chantage à la délocalisation. Ce contournement de la législation sociale italienne avait été repoussé par une majorité des salarié-e-s travaillant à la production, mais validé grâce au consentement d'une forte majorité des administratifs et de l'encadrement. Outre les « syndicats de base », la fédération de la métallurgie de la CGIL (FIOM/CGIL) avait combattu le projet patronal.



L'accord signé par les confédérations CGIL, CISL, UIL, désavoue les « syndicats de base » et la FIOM, et remet fondamentalement en cause le droit social italien. Désormais, un accord d'entreprise pourra exonérer les patrons d'appliquer les mesures du Code du travail prévues pour les licenciements. Cet accord annule le caractère obligatoire de nombres de normes sociales, si des conventions collectives nationales de secteur ou des accords locaux d'entreprise le prévoient. Pour boucler le tout, les organisations syndicales qui ne signeront pas de tels documents seront considérées comme « non représentatives », avec tout cela comporte en termes de perte de droit syndical, de droit de négocier, etc.



C'est dans ce contexte qu'intervient le plan de rigueur du gouvernement italien ; il a provoqué une fracture momentanée entre les confédérations, CISL et UIL considérant qu'il fallait attendre d'avoir des précisions et « laisser la place au dialogue », tandis que la **CGIL décidait d'appeler à une grève de 24 heures.** En Italie, ce qu'on appelle « les syndicats de base » recouvre un nombre assez important d'organisations, de forces très différentes. Il y a une tradition d'appel à la grève, y compris nationale, chacune à son tour sans vraiment rechercher l'unité d'action. C'est une pratique liée à l'histoire de ces syndicats mais aussi aux conditions d'exercice du droit de grève, considérablement restreint depuis des années dans la fonction publique, le secteur public, les transports.



Cette fois, un appel unitaire a été lancé par 7 syndicats de base : USB, SLAICOBAS, ORSA, UNICOBAS, SNATER, SICOBAS, USI. Ensemble, ces organisations syndicales ont décidé d'appeler le même jour que la CGIL, le 6 septembre. Cette unité d'action est une nouveauté importante ; même si d'autres syndicats de base ont refusé d'appeler (CUB, COBAS) à la grève le 6 septembre, certains de leurs secteurs régionaux se sont joints au mouvement.

La CGIL fait état de 60% de participation à la grève. Les syndicats de base mettent en avant le nombre de manifestant-e-s : **20 000 à Rome, 10 000 à Milan, 10 000 à Bologne, 5 000 à Naples, 5 000 à Florence, 2 000 à Turin...** Les manifestations étaient séparées, CGIL d'une part, syndicats « de base » d'autre part. Les suites sont maintenant à construire : cet appel de la CGIL était-il autre chose qu'un jeu de rôle entre les trois confédérations ou va-t-il se prolonger par un mouvement s'opposant réellement au patronat et au gouvernement ? L'unité d'action construite entre plusieurs « syndicats de base » va-t-elle se poursuivre, se renforcer ? Comment le lien sera-t-il fait avec les mouvements sociaux sur le logement, l'immigration ? Quels liens avec le mouvement syndical européen ? Quelles initiatives communes lors du contre-sommet G20 en novembre ? Beaucoup de questions, qui ne sont d'ailleurs pas spécifiques à l'Italie, sur lesquelles des organisations syndicales de ce pays ont commencé à travailler ...



Indonésie : grève des dockers à Jakarta

Depuis le mois de juin, des travailleurs du Terminal International de Conteneurs de Jakarta campent devant leur entreprise. **Deux sociétés les emploient avec des contrats à durée déterminée, des salaires inférieurs aux autres salariés, des droits sociaux inférieurs.** Après la privatisation de la compagnie publique, en 1999 une entreprise de Singapour a pris le contrôle : Hutchinson Port Holdings Ltd. Deux syndicats ont constitué l'APO JICT (Alliances of Outsourced Workers of Jakarta International Container Terminal), pour mener la lutte pour des emplois stables.

En 2010, ils ont fait grève et obtenu des engagements du Ministère du travail, que les sociétés refusent d'appliquer. L'Union syndicale Solidaires leur a adressé un message de soutien.



Brésil : manifestation à Brasilia, grève à Belem

Nos camarades de Conlutas (Brésil), avec l'Assemblée nationale des étudiants libres ou encore le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, organisaient le 23 août une manifestation à Brasilia qui a rassemblé autour de 20 000 manifestant-e-s.

« Nous sommes venus ici avec une revendication fondamentale: il est nécessaire de changer la politique économique du pays, qui à présent favorise les grandes banques et les grandes entreprises. Il faut investir dans l'éducation, dans la santé et le logement », a déclaré José Maria Almeida, coordinateur de Conlutas. **Les principales revendications sont la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'investissement dans l'éducation, la santé et le logement, la réforme agraire, et une politique contre les privatisations.** Les manifestant-e-s ont exigé notamment que 10% du Produit Intérieur Brut soient consacrés à assurer l'éducation publique et gratuite de tous les brésiliens-ne-s, une réforme du Code du travail incluant la réduction du temps de travail sans perte de salaire, et l'interdiction des agrotoxiques.



« Nous sommes venus aux portes du palais présidentiel pour montrer que, dans ce pays, il existe des gens qui ne s'agenouillent pas devant le néolibéralisme de ce gouvernement »



À Belem, les travailleurs de la Construction sont en grève depuis une semaine. Plus de mille grévistes ont participé à la dernière Assemblée Générale, qui s'est poursuivie par une manifestation vers le siège de l'organisation patronale. Celle-ci refuse de reprendre les négociations. Une fois de plus, les patrons sont soutenus par la « Justice » : les grévistes ne doivent pas approcher à moins de 20 mètres des chantiers de construction, sous peine de fortes amendes ! Le secteur de la Construction est en pleine expansion au Brésil, le patronat a accumulé des profits considérables, mais il refuse les augmentations salariales des ouvriers...

www.cspconlutas.org.br

Maroc : encore la répression contre les militant-e-s de l'ANDCM

Les organisations du réseau euro-méditerranéen affirment leur **solidarité avec les camarades de l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs au Maroc arrêtés le 9 août** (Yassim Le Halwi, Mohamed Elwardi, Nourdine et Rachid El Kerbali Elwardi). Ils sont en prison à Ben Guerir, pour avoir participé au rassemblement organisé par la section locale de l'ANDCM devant la municipalité pour réclamer des emplois et la reconnaissance de l'association.

Nous adressons notre solidarité à tous les prisonnier-e-s de l'ANDCM et à tous les prisonnier-e-s politiques du Maroc. **Nous condamnons la répression du gouvernement sur le peuple marocain en général et en particulier l'ANDCM.** Nous soutenons les luttes que mènent les militant-e-s de l'ANDCM dans tout le Maroc, pour le droit à un emploi décent et stable et le droit de s'organiser ; celles-ci s'intègrent dans la lutte de libération du peuple marocain. Nous exigeons la libération immédiate des camarades qui seront jugés le 19 Septembre.



G20 : manifestation à Nice le 1^{er} novembre

Dans le cadre du contre-sommet organisé face au G20 qui se réunit à Cannes, une **manifestation sera organisée à Nice le 1^{er} novembre** ; Solidaires y sera présent, ainsi qu'aux débats qui se tiendront les lendemain et surlendemain.



Mexique : assez de sang, assez de faim ! travail et vie dignes !

La déclaration ci-dessous est le fait de diverses organisations mexicaines, dont le Syndicat Mexicain de Électricien-ne-s, d'autres syndicats indépendants du pays (comme celui des mineurs, l'UNT) et le Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité.

... La vérité est que le pays n'en peut plus. Il se précipite dans le désastre de la violence quotidienne et généralisée, dans le chômage et la faim, dans la violation des droits les plus élémentaires, dans la destruction du tissu social, dans la perte des valeurs humaines. En cinq Commissions d'analyse composées d'experts, de dirigeants sociaux et de citoyens du rang, nous avons fait un diagnostic national et exprimé nos aspirations et alternatives. **Le pays entier se trouve plongé dans une « guerre » absurde provoquée par le gouvernement fédéral lui-même et les intérêts nord-américains, qui a déjà laissé un solde de 50 000 morts et disparus**, dans laquelle les victimes innocentes de la violence se multiplient dans la plus grande impunité et au milieu d'une militarisation croissante de la vie nationale, qui n'arrive qu'à plonger le Mexique dans l'horreur. L'État lui-même est le premier à y contribuer en exerçant la violence contre la population mécontente et en criminalisant la protestation sociale.

Cet état de violence accompagne une crise économique interminable qui anéantit les possibilités de développement souverain et endette toujours davantage les Mexicains, au bénéfice de quelques grands chefs d'entreprise et du grand capital étranger. Le pétrole, l'électricité, les mines, les réseaux de fibre optique, les travaux publics, l'eau, le gaz, les banques, le commerce, les terres, les centres cérémoniels millénaires, les plages, les fonds de pension, les budgets éducatifs, la biodiversité et tout ce qui peut laisser quelque profit ont été pillés au travers de processus de privatisation illégale, contrevenant aux articles 3, 27, 28 et 123 de la Constitution.

En cinq ans de gouvernement usurpateur, le panorama est désolant : **le nombre de pauvres s'est accru de 10 millions ; les revenus des travailleurs et des couches moyennes ont diminué de près d'un tiers** ; les nouveaux chômeurs sont 3 millions, tandis 7 millions de jeunes ou plus encore n'ont pas d'emploi ni de possibilité d'aller à l'école. La dépendance alimentaire, la spoliation des biens nationaux et la désarticulation systématique de tout projet ou proposition de souveraineté économique, politique et culturelle, nous condamnent à vivre dans des situations de pauvreté, d'insécurité, de discrimination et d'exploitation semblables à celles qu'on vit en des époques de servitude et de dictature ouverte. Les victimes de la crise et du modèle économique qui l'a causée prolifèrent de toutes parts, elles fuient le pays principalement vers les États Unis, puissance qui étend toujours davantage son ingérence sur le destin de notre nation.

Une aussi désastreuse politique économique néolibérale se mène aux dépens de tous les droits sociaux, qui régressent d'un siècle. Au milieu des attaques contre les rares organisations syndicales authentiques qui existent dans le pays, comme celles des électriciens et des mineurs, on nous menace à présent d'une réforme du Travail qui cherche à légaliser les violations les plus brutales aux droits des travailleurs et travailleuses. La question historique de la justice et de la reconnaissance des droits et de la culture des peuples originaires n'est toujours pas réglée, non plus que celle de la démocratie, séquestrée par les intérêts économiques, les mafias et les appareils des partis...

... Nous exigeons, entre autres, le retour de l'armée à ses casernes, la fin de la guerre absurde de Calderón et de l'impunité ; la récupération sans restriction aucune de l'Industrie énergétique nationalisée ; la mise en marche de politiques qui garantissent la Souveraineté alimentaire et la justice sociale à la campagne ; une défense virulente de l'Environnement et la lutte contre le changement climatique ; le respect total des Droits et des Cultures des Peuples et Nations originaires ; la pleine application du droit à l'Éducation publique, gratuite et laïque ; le plein exercice de la totalité de nos droits de travailleurs ; la jouissance de notre Patrimoine culturel et Archéologique ; le large développement de la Recherche scientifique et technologique ; le droit à un Logement assez grand et digne, dans un environnement démocratique et de cohésion sociale ; le plein exercice des Droits politiques et des Libertés démocratiques avec démocratie participative ; le châtement exemplaire des tortionnaires et de ceux qui violent les droits humains.

Nous croyons qu'il est temps que se fasse entendre la clameur nationale pour la justice, d'une seule voix, avec une telle force qu'elle secoue la conscience de la société, qu'elle cingle ceux d'en haut, qu'elle oblige les pouvoirs, les intérêts et les mafias qui prétendent que tout reste en l'état à faire place à une issue nationale qui mette un frein au désastre et à la violence et reconstitue le tissu social, les fondements de la nation. Nous savons que cela ne sera possible que par un grand processus de convergence sociale nationale. **C'est pourquoi nous sommes réunis aujourd'hui au Campement des Indignés sur la Grand-Place de la ville de Mexico, pour faire entendre que « nous en avons jusque là », pour qu'on écoute toutes les voix, tous les mécontentements, toutes les revendications, pour qu'ensemble nous trouvions une issue qui fasse une place à tous. Ce n'est que le début d'une grande mobilisation sociale.** C'est pourquoi nous annonçons aujourd'hui 1^{er} septembre que :

- ⇒ Nous avons décidé de nous constituer en Assemblée permanente des Indigné-e-s mexicain-e-s.
- ⇒ Nous appelons dès maintenant à la plus large convergence nationale de toutes les organisations, mouvements, luttes, lésés, mécontents, aux journées de mobilisation du 12 au 15 octobre, en même temps que les mobilisations mondiales appelées à ces dates.

Assez de sang ! Assez de faim ! Travail et vie dignes ! Respect des droits humains et sociaux ! Pour une issue au désastre national dans la paix, la justice et la dignité.

Colombie : violence antisyndicale, impunité et réforme de la justice

La répression antisyndicale est féroce en Colombie ; malheureusement, nous avons déjà fait état de nombreux cas. Le texte qui suit est un article de Gustavo Gallón, directeur de la Commission Colombienne des Juristes publié dans El Espectador du 8 septembre 2011.

À peine trois victimes de disparition forcée ont eu droit à un jugement, par rapport aux 222 disparitions forcées de syndicalistes enregistrées dans le pays entre 1986 et 2011, ce qui équivaut à une **impunité de 99%**. De même, **223 victimes d'homicide, sur un total de 2 870 syndicalistes assassiné-e-s dans les 25 dernières années**. C'est ce qu'on remarque dans les 357 jugements trouvés par la Commission Colombienne des Juristes et analysés dans une étude conjointe avec l'École Nationale Syndicale. Y apparaissent également 5 victimes sur 249 attentats, neuf sur 1 768 victimes de déplacement forcé, trois sur 5 242 victimes de menaces, deux sur 89 victimes de torture, et 5 sur 166 victimes d'enlèvement.

Depuis 2007, il existe une sous-unité du Ministère Public et des juges spéciaux de circuit qui se consacre uniquement à la violence antisyndicale, sur recommandation de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il s'agit, dans leur majorité, de serviteurs publics de grande valeur, dont l'énergie ne suffit pas à garantir des niveaux acceptables de justice. Une réflexion sur les causes de cette fragilité peut mettre à jour les correctifs qui favorisent toutes les victimes dans leur ensemble. La situation est plus dramatique qu'il n'y paraît : la moitié des condamnations objet de cette étude correspondent à des jugements anticipés, dans lesquels l'État, en général, accepte la version du prévenu. Il devrait y avoir ici un effort sérieux pour dégager la vérité, en exigeant, au moins, de la précision et de la cohérence par rapport aux circonstances de manière, de temps et de lieu des faits avoués. Les menaces et les attentats contre les victimes, les témoins et les fonctionnaires de justice méritent aussi d'être affrontés grâce à un vigoureux programme de protection. L'interférence induite de la justice pénale militaire ne devrait en aucun cas être tolérée.

Il y a deux facteurs qui ressortent dans les cas de violence antisyndicale. L'un est la nécessité d'assumer une méthode systématique qui permette de traiter de manière intégrée, et non isolée, les crimes commis contre les membres d'un collectif, comme peuvent l'être un syndicat ou une région spécifique. Privilégier l'hypothèse de crimes passionnels ou d'actes de délinquance de droit commun par rapport à des syndicalistes agressés au milieu d'un conflit du travail est non seulement erroné, mais à la limite de la prévarication, tant dans l'enquête que dans le jugement. Un autre facteur notoire est la nécessité de **poursuivre, en plus de l'auteur matériel, les acteurs puissants dans le contexte du délit, comme des compagnies multinationales ou des potentats locaux** ayant la capacité de mettre en œuvre des pratiques de coercition illégale. Le Ministère Public et les juges ne brillent pas par leur habileté à développer des affaires à partir de copies certifiées de déclarations judiciaires qui révèlent une information sur les ressorts centraux de la criminalité... www.coljuristas.org

Espagne : vers une grève nationale ?

Fin juin, la CGT-e a lancé un processus unitaire avec la volonté d'aboutir à une grève nationale de 24 heures. Il s'agit de lutter contre les récents accords signés par les Commissions Ouvrières (CCOO) et l'UGT qui ruinent la législation sociale espagnole et contre la politique d'austérité pour les salarié-e-s, décidée par le gouvernement socialiste et validée par ces deux syndicats. Plusieurs rencontres ont eu lieu, débouchant sur des appels signés, outre la CGT-e, par la CNT, Solidaridad Obrera et la Coordinadora Sindicalismo de Clase (CSC). **Elles organiseront des manifestations le 29 septembre, dans le cadre d'un processus vers une grève nationale**. A l'initiative de la Confederación Intersindical, une autre réunion unitaire se tiendra le 17 septembre. Face aux conséquences de la crise pour les populations, l'unité du syndicalisme combatif est indispensable, en Espagne comme ailleurs ! www.cgt.org.es www.intersindical.es



Maghreb, Moyen-Orient : soutenir les luttes, informer de la réalité

À Bahreïn, au Yémen, en Syrie, etc., la répression continue de s'abattre contre celles et ceux qui manifestent. En Lybie, si la dictature de Kadhafi est tombée, la priorité du nouveau pouvoir inféodé aux puissances occidentales n'est pas le social. Au Maroc, l'annonce d'élections nationales a provoqué une certaine division des mouvements sociaux liés aux partis politiques. En Algérie, le syndicalisme autonome se développe, mais les pressions policières et militaires sont toujours très fortes. La « révolution tunisienne » a du mal à se traduire dans la vie économique du pays. En Egypte, là aussi le syndicalisme indépendant se renforce, mais les militaires rappellent ... le rôle que jouent toujours les militaires au pouvoir. Internationalistes, notre rôle est de soutenir ces mouvements, sans tomber dans un optimisme béat, sans nier les difficultés. **Faire circuler l'information sur ce qui se passe réellement est une de nos tâches essentielles, avec la solidarité. C'est ce que nous essayons de faire au mieux à Solidaires ; en lien notamment avec les collectifs de soutien présents en France, avec l'intercollectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe.**

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>